



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE

RUPTURE DE L'ORDRE INTERNATIONAL ET REGAIN D'ACTUALITÉ DU NON-ALIGNEMENT ACTIF

Carlos Fortin / Professeur et chercheur à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex

Jorge Heine / Chercheur non résident au Quincy Institute for Responsible Statecraft, ancien ambassadeur du Chili

Carlos Ominami / Président du Forum permanent de politique étrangère, ancien ministre, chercheur associé à l'IRIS

Octobre 2026



PRÉSENTATION DES AUTEURS



Carlos Fortin / Professeur et chercheur à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex

Carlos Fortin est professeur et chercheur à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex. Il a été secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).



Jorge Heine / Chercheur non résident au Quincy Institute for Responsible Statecraft, ancien ambassadeur du Chili

Jorge Heine est chercheur non résident au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Il a été ambassadeur du Chili en Chine, en Inde et en Afrique du Sud. Suivez-le sur X : @jorgeheinel.



Carlos Ominami / Président du Forum permanent de politique étrangère, ancien ministre, chercheur associé à l'IRIS

Carlos Ominami est président du Forum permanent de politique étrangère. Il a été ministre de l'Économie du Chili. Suivez-le sur X à l'adresse @ominamipascual.

Ils sont les auteurs de *The Non-Aligned World: Striking Out in an Era of Great Power Competition* (Polity Press, 2025).

Cet article a été préalablement publié dans Foreign Affairs LatinoAmérica, Volume 26, n°3, paru en août 2026.



PROGRAMME
**AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE**

Ce programme étudie la géopolitique d'un sous-continent situé au cœur de multiples enjeux globaux du 21^e siècle. Analyses, décryptages, débat d'idées, mise en perspectives. Ce programme s'adresse aux professionnels (entreprises, décideurs, journalistes, etc.) et spécialistes (chercheurs, universitaires, institutionnels) mobilisés sur ou par l'Amérique latine.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

L'attaque contre l'Iran menée par les États-Unis et Israël, lancée le 28 février 2026, qui a affaibli le gouvernement avec la mort de l'ayatollah Ali Khamenei et de plusieurs des plus hauts dirigeants du pays, n'est que la manifestation la plus récente de la polycrise qui affecte l'ordre international. Vingt jours après le début de cette guerre, elle avait déjà causé la mort de 1 400 Iraniens (dont 165 élèves de l'école primaire de filles, Shajareh Tayebe, dans le sud du pays), blessé 18 000 Iraniens et 3 700 Israéliens, causé une flambée du prix du pétrole à 105 dollars le baril de Brent — soit une hausse de 50 % — qualifiée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de « plus grande menace pesant sur l'énergie mondiale de l'histoire ».

Le refus des autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de répondre à la demande de Washington de soutenir avec des navires de guerre ses efforts pour rouvrir le détroit d'Ormuz, afin de permettre le flux ininterrompu de gaz et de pétrole face au blocus imposé par l'Iran, a créé une fracture supplémentaire entre les États-Unis et l'Europe, faisant naître de nouvelles interrogations quant à l'avenir de l'Alliance transatlantique, bastion de l'axe occidental depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Il ne fait guère de doute que l'ordre international traverse une mutation structurelle. La longue hégémonie unipolaire des États-Unis, consolidée après la fin de la Guerre froide, a cédé la place à une compétition stratégique ouverte avec la Chine, à une reconfiguration du rôle de la Russie et à l'émergence de puissances moyennes cherchant à élargir leur marge d'autonomie.

Dans ce contexte, le discours du Premier ministre du Canada, Mark Carney, prononcé au Forum économique mondial de Davos en février 2026, a marqué un tournant. Loin de l'attitude de soumission adoptée jusque-là par de nombreux dirigeants européens face à l'escalade des exigences de l'administration de Trump, Mark Carney a nommé la crise actuelle en exposant un diagnostic clair. Il a souligné qu'il n'est plus possible de parler de « transition » de l'ordre libéral international qui prévaut depuis huit décennies, car, en réalité, le monde est confronté à sa « rupture ». Selon Mark Carney, il ne s'agit pas seulement d'une fragmentation de l'ordre international, mais du début d'une phase de rivalités structurelles prolongées : « Les grandes puissances ont commencé à se servir de l'intégration économique comme moyen de pression, des droits de douane comme levier, de l'infrastructure financière comme outil de coercition, et des chaînes d'approvisionnement comme vulnérabilités à exploiter ». Et de conclure : « Il est impossible de continuer à vivre dans l'illusion d'un bénéfice mutuel tiré de l'intégration lorsque celle-ci devient la source même de sa propre subordination ».

Son argument est que la mondialisation telle qu'on la connaissait — fondée sur les chaînes de valeur, des règles multilatérales relativement stables, le libre-échange et la primauté financière occidentale — est en train d'être remplacée par une logique de blocs, de résilience stratégique et de sécurité économique. Ce constat, venant du cœur même du pouvoir établi financier occidental et d'un ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, confirme que la compétition géopolitique n'est plus un phénomène épisodique, mais bien une dimension constitutive du nouvel ordre.

Pour l'Amérique latine, et plus généralement pour les pays dotés d'économies ouvertes et dépendantes du commerce extérieur, ce tournant pose un dilemme central : faut-il s'aligner de façon automatique sur l'une des grandes puissances, ou construire une stratégie qui préserve l'autonomie décisionnelle et l'intérêt national ? D'où l'importance de chercher à répondre à cette question en soulignant que cette rupture de l'ordre international, mise en évidence avec tant d'éloquence par le Premier ministre Carney, souligne la pertinence renouvelée de la notion de non-alignement actif.

Nous avons formulé ce concept dans une édition de *Foreign Affairs Latinoamérica*¹, en 2020, comme proposition stratégique pour la région. Avec le temps, il a démontré sa validité pour l'ensemble du Sud global, et même au-delà.

CONSOLIDATION DU CONCEPT

Bien qu'il s'inspire du Mouvement historique des pays non alignés (MNA), fondé dans les années 1960, et qu'il s'agit de l'adapter aux réalités du nouveau siècle, le non-alignement actif n'est pas un mouvement, mais une doctrine, une approche de politique étrangère. Il postule qu'à ce carrefour difficile de notre époque, les pays en développement doivent placer leur intérêt national au premier plan, et non embrasser de manière passive les positions de l'une ou l'autre des grandes puissances.

Une différence importante par rapport à l'époque de la Guerre froide qui a donné naissance au MNA tient au fait que celle-ci correspondait à une bipolarité rigide, tandis que l'époque actuelle se caractérise plutôt par une multipolarité croissante et de plus en plus compétitive, même si la rivalité entre Pékin et Washington en demeure la force motrice centrale. Dans ces conditions, le non-alignement actif ne postule ni la neutralité — notion qui connote la

¹ Carlos Fortín, Jorge Heine y Carlos Ominami, « Latinoamérica: no alineamiento y la segunda Guerra Fría » in *Foreign Affairs Latinoamérica*, Vol. 20, n°3 (juillet 2020). <https://revistafal.com/fal-20-3/>

passivité — ni une simple équidistance vis-à-vis des puissances en rivalité, mais une position proactive, toujours à la recherche de nouvelles opportunités dans un monde en mutation. Cela signifie, d'une part, évaluer de manière constante le contexte afin de déterminer laquelle des grandes puissances offre les meilleures conditions pour tel ou tel projet. D'autre part, cela implique de chercher « des protections » et d'envoyer des signaux mixtes pour faire face à l'incertitude extrême d'un ordre sans règles qui, à bien des égards, s'apparente à la loi du plus fort. Cela implique également de réaffirmer la défense des principes fondamentaux de l'ordre international : le respect du droit international, la protection des droits humains et de la démocratie, consacrés sur le continent américain par la Convention américaine relative aux droits de l'homme (Pacte de San José), parmi d'autres instruments internationaux.

Sur le plan académique latino-américain, le non-alignement actif n'a cessé d'évoluer et de gagner en densité conceptuelle. Concrètement, il implique ce qui suit :

- ✓ **Il maximise les degrés de liberté en matière de politique étrangère** : en précisant d'emblée que la position d'un pays ne consiste pas en une identification mécanique à l'une des parties en rivalité, on accroît sa capacité de négociation face aux exigences qui surgissent.
- ✓ **Il évite les engagements automatiques envers des blocs rivaux** : dans le prolongement de ce qui précède, chaque question qui émerge à l'agenda international est examinée sur le fond et tranchée en fonction de ce qui convient au pays, et non selon les préférences de tiers.
- ✓ **Il diversifie les relations économiques et technologiques** : multiplier les liens commerciaux, financiers et d'investissement avec le plus grand nombre de pays possible est décisif pour conserver des options ouvertes au sein du système international.
- ✓ **Il met à profit la concurrence entre puissances pour renforcer les capacités nationales** : la réalité objective est que Pékin et Washington se disputent les cœurs et les esprits des gouvernements et des pays, ce qui offre des opportunités pour optimiser les conditions des traités commerciaux, des projets d'investissement et d'autres types d'accords présentant un intérêt pour les pays en développement.

C'est ce que nous avons appelé « l'économie politique du non-alignement actif ». Il convient également de préciser que le non-alignement actif n'est pas une approche idéologique, mais réaliste et pragmatique. S'il s'inspire des traditions latino-américaines et les reprend à son compte — telles que la théorie de la dépendance, l'École de l'autonomie et les stratégies de développement visant à réduire les vulnérabilités externes —, sa prémisse est que, dans un

système fragmenté, l'autonomie relative constitue une ressource stratégique. Il ne s'agit pas de rechercher une équidistance morale, mais de procéder à un calcul rationnel des intérêts qui préserve en même temps les valeurs fondamentales. Sa consolidation et son ancrage dans le débat latino-américain et mondial reflètent une perception partagée : la dépendance excessive à l'égard d'une seule puissance engendre des risques systémiques dans un contexte de rivalités croissantes.

UNE RÉPONSE À LA NOUVELLE RÉALITÉ GÉOPOLITIQUE

La rupture de l'ancien ordre libéral international a conduit à la crise actuelle, cet interrègne auquel faisait allusion Antonio Gramsci, qui se produit lorsque « le vieux monde se meurt et le nouveau tarde à naître ». Elle est marquée par des pandémies, des guerres — comme celles en Ukraine, à Gaza, en Iran et au Soudan (et quelque soixante-dix conflits supplémentaires) —, des migrations massives, des sécheresses, des famines, l'endettement financier de nombreux pays en développement, l'essor du crime organisé et d'autres maux. À la lutte pour la primauté mondiale entre la Chine et les États-Unis — une dynamique classique entre une puissance hégémonique en déclin et une puissance montante — s'ajoute la révolution technologique produite par l'intelligence artificielle (dont le mauvais usage par le Pentagone a conduit au bombardement de l'école de filles en Iran en février 2026). Cette révolution va de pair avec la transition énergétique et le passage à une économie verte.

La superposition de ces mutations accélérées dans différents domaines a accentué la lutte entre les superpuissances non seulement sur le plan commercial, mais aussi sur le plan technologique, ce qui s'est manifesté avec un éclat particulier en 2025. Face aux interdictions répétées de l'administration de Trump d'exporter des semi-conducteurs américains de haute qualité vers la Chine, et à la hausse des droits de douane frappant le géant asiatique jusqu'à un taux prohibitif de 150 % en mai 2025, Pékin a répondu par des contrôles stricts sur les terres rares. Composée de dix-sept éléments chimiques (en réalité des oxydes, comme le scandium, l'erbium et le thulium) essentiels à de nombreux produits de la technologie moderne — en particulier pour l'industrie de la défense et des énergies renouvelables —, cette riposte de Pékin a mis Washington en échec, contraignant l'administration de Trump à abaisser les droits de douane et à assouplir ses restrictions sur les exportations de semi-conducteurs. Pékin produit 70 % et raffine 90 % des terres rares, ce qui la place dans une position très favorable. L'avantage de Washington dans la production de semi-conducteurs de pointe se heurte ainsi à celui du géant asiatique en matière de terres rares. Les deux se neutralisant mutuellement.

Tout cela a accéléré la logique de blocs, à travers laquelle les pays se voient contraints de prendre position sur des sujets tels que les exclusions technologiques, les accords de défense, les conditionnalités financières, les embargos économiques, ainsi que les sanctions primaires et secondaires. En raison du déclin des instances multilatérales établies et de l'aggravation de la conflictualité internationale, les pays en développement se trouvent face à un tableau particulièrement difficile. Devant ce dilemme, le non-alignement actif propose une réponse fondée sur trois principes directeurs :

1. **la diversification stratégique** : élargir les liens commerciaux, financiers et technologiques avec de multiples acteurs.
2. **l'évaluation au cas par cas** : prendre des décisions sur les sujets inscrits à l'agenda de politique étrangère en fonction d'intérêts spécifiques et non de loyautés structurelles.
3. **la capacité de négociation collective** : renforcer les espaces régionaux pour éviter des négociations individuelles asymétriques.

En termes économiques, cela implique d'éviter de dépendre uniquement du marché américain ou du marché chinois ; en termes technologiques, de rester prisonnier de normes fermées ; et en termes diplomatiques, de défendre des positions propres dans les enceintes multilatérales, plutôt que de se plier simplement à l'une ou l'autre des grandes puissances.

LE NOUVEAU RÔLE DES ÉTATS-UNIS

Au cours de la dernière décennie, la politique étrangère des États-Unis s'est profondément transformée. On peut dire, dans une large mesure, que l'ordre libéral international a pris fin en 2016, avec le référendum de juin de cette année-là qui a conduit le Royaume-Uni à quitter l'Union européenne, et l'élection de novembre au cours de laquelle Donald Trump a remporté la présidence pour la première fois. Ces deux événements ont marqué un avant et un après dans le cours de l'Alliance transatlantique, qui sert d'ancrage au bloc occidental. Depuis lors, Washington s'est concentré sur la compétition stratégique avec la Chine comme axe central de sa politique étrangère. À cette fin, il a subordonné sa politique économique internationale à des objectifs géopolitiques.

Cela a conduit au déploiement d'un vaste éventail d'instruments politiques destinés à faire avancer l'agenda anti-chinois — sanctions primaires et secondaires, contrôles à l'exportation, subventions industrielles et mécanismes à portée extraterritoriale — qui repose surtout sur la primauté du dollar américain comme principale monnaie de réserve internationale, ainsi que sur la place centrale des États-Unis dans le système financier mondial. Un cas, révélateur de

l'arbitraire de tout cela, est celui de Cuba. En qualifiant l'île, sans aucun fondement, d'« État soutenant le terrorisme » à la fin de son premier mandat (une décision que le gouvernement de Joseph R. Biden, contrairement à ce que beaucoup attendaient, n'a pas modifiée), les États-Unis ont rendu son commerce international encore plus difficile. Cela s'est produit à un moment critique pour l'île, en pleine pandémie de Covid-19, qui avait déjà considérablement réduit les flux touristiques, sa principale source de devises. Certains analystes qualifient cette action américaine de forme d'« impérialisme réglementaire » c'est-à-dire la capacité d'imposer des règles financières, technologiques et commerciales au-delà de ses propres frontières.

Pour l'Amérique latine, le risque que cela comporte n'est pas seulement politique, mais aussi économique. La dépendance à l'égard du système financier dominé par le dollar, l'exposition aux sanctions secondaires et la pression pour exclure certains fournisseurs technologiques deviennent une limite forte aux décisions souveraines en matière de politiques publiques. Cela dit, le non-alignement actif n'implique pas de rechercher une confrontation avec les États-Unis, mais de redéfinir la relation régionale avec Washington sur des bases moins asymétriques, ce qui réduirait les vulnérabilités et élargirait les alternatives.

LA DOCTRINE DONROE : DE L'HÉGÉMONIE À LA DOMINATION

Ce défi est devenu particulièrement complexe compte tenu de la volonté manifeste de l'administration Trump de passer de l'hégémonie traditionnelle des États-Unis sur les Amériques à une domination sans détour. Cela s'est exprimé sans ambages dans ce qu'on appelle la doctrine Donroe — en référence à la doctrine Monroe de 1823 —, consignée dans le document de Stratégie de sécurité nationale 2025 publié par la Maison-Blanche en novembre de cette même année. On y trouve le « corollaire Trump », qui propose « une restauration vigoureuse et pleine de bon sens du pouvoir et des priorités des États-Unis, conforme aux intérêts sécuritaires américains », et affirme que « le peuple américain — et non des pays étrangers ni des institutions mondialistes — contrôlera toujours son propre destin dans l'hémisphère occidental ».

Le simple usage du terme « corollaire Trump », en référence évidente au corollaire Roosevelt de 1904, utilisé en son temps pour justifier les invasions et les occupations d'Haïti, du Nicaragua et de la République dominicaine, entre autres pays, rappelle l'époque de la « diplomatie de la canonnière » du premier tiers du XX^e siècle. Et, comme rarement, la manière dont une doctrine de politique étrangère a été mise en pratique aussi rapidement.

Le 3 janvier 2026, les États-Unis ont bombardé Caracas et d'autres localités du Venezuela, et ont également enlevé le président Nicolás Maduro et son épouse, mettant ainsi fin aux opérations militaires engagées contre ce pays depuis plusieurs mois.

Bien que certains aient tenté de minimiser ce qui s'est produit ce tragique 3 janvier — qui a fait plus d'une centaine de morts — en affirmant qu'il ne s'agissait que d'une intervention américaine de plus dans la longue série de celles menées dans les pays situés au sud du Rio Grande, la vérité est que cet événement a marqué un tournant. Il s'agissait en outre de la première attaque militaire américaine contre un pays d'Amérique du Sud de l'histoire ; bien que de telles attaques aient eu lieu au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes (la plus récente au Panama en 1989), elles ne s'étaient jamais produites en Amérique du Sud. Avec cet événement, un seuil non négligeable a été franchi, avec des conséquences visibles.

Faisant suite aux avertissements du secrétaire d'État américain, Marco Rubio, lors de la conférence de presse tenue ce même 3 janvier, où il a indiqué que le gouvernement cubain devrait s'inquiéter de ce qui allait suivre, l'administration Trump a commencé à exercer une forte pression sur la patrie de José Martí. Le président américain lui-même est allé jusqu'à déclarer qu'il « aurait l'honneur de prendre Cuba » et qu'il pourrait « faire ce qu'il voulait de l'île ». La suspension immédiate de tous les envois de pétrole en provenance du Venezuela a été un premier pas. Puis un embargo a été imposé sur tout envoi de pétrole, sous la menace de droits de douane élevés pour les pays qui s'y risqueraient. Cela a gravement affecté l'économie cubaine, qui ne produit qu'un tiers du pétrole dont elle a besoin. Les conséquences pour la population ont été dévastatrices, avec la fermeture d'hôpitaux et d'écoles, ainsi que la paralysie d'une grande partie des transports publics.

Cela ne signifie pas que les efforts de Washington pour avancer vers une domination hémisphérique pure et simple n'ont rencontré aucune résistance. Le cas du Brésil est révélateur. Face aux pressions de l'administration Trump pour suspendre le procès de l'ex-président Jair Bolsonaro en raison de sa participation à la tentative de coup d'État de janvier 2023, le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva ne s'est pas laissé faire. La position de Brasília a été de se dire disposé à négocier sur des questions relatives au commerce et à l'investissement, mais pas sur des questions de politique intérieure, qui engageraient la souveraineté nationale. Cette position n'a pas changé avec l'imposition de droits de douane punitifs de 50 % sur les exportations brésiliennes vers les États-Unis, une mesure si extrême que de nombreux observateurs ont estimé que le Brésil n'aurait d'autre choix que de céder. Ce ne fut pourtant pas le cas. Face à la hausse des prix du café et de la viande bovine — deux des principaux produits d'exportation brésiliens — sur le territoire américain, c'est finalement

Washington qui a dû céder et abaisser les droits de douane frappant Brasília. Le différend entre Lula da Silva et Donald Trump s'est finalement soldé par la victoire du président brésilien. Depuis lors, les deux dirigeants se sont rencontrés à plusieurs reprises pour rétablir la relation et collaborer dans divers domaines, notamment celui des terres rares, le Brésil étant l'un des pays disposant des plus importants gisements.

Tout aussi préoccupants, sinon plus, que les fortes pressions bilatérales exercées par Washington sur plusieurs pays de la région, ont été les efforts visant à affaiblir les instances multilatérales du système interaméricain. L'objectif a été de les remplacer par d'autres, davantage soumises à la volonté des États-Unis. Tout comme, au niveau mondial, la création d'un Conseil pour la paix présidé par Donald Trump a largement cherché à remplacer l'Organisation des Nations unies (ONU), au niveau hémisphérique, celle du Bouclier des Amériques — entité qui a tenu sa première réunion à Miami le 7 mars 2026, dans un hôtel appartenant à Donald Trump — s'est établie comme une alternative à l'Organisation des États américains. Loin des principes de pluralisme, d'inclusivité et de « un pays, une voix » propres au multilatéralisme classique, ces entités répondent avant tout aux directives de Washington et exigent un alignement idéologique avec les États-Unis, ce qui a été manifeste lors du sommet de Miami, auquel ont participé dix présidents latino-américains et deux premiers ministres caribéens.

On peut dire la même chose au sujet de la fin des Sommets des Amériques, la plus haute instance diplomatique du continent, qui existait depuis plus de trois décennies. Sa tenue, prévue en République dominicaine en décembre 2025, a dû être annulée en raison de l'imposition par Washington d'un veto à la participation de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela, contre la volonté initiale du pays hôte. Cela a suscité de vives critiques de la part de gouvernements comme ceux de la Colombie et du Mexique, qui ont indiqué qu'ils n'étaient pas disposés à participer au Sommet dans de telles conditions, ce qui a conduit à son report — en réalité, à son annulation.

UN GUIDE POUR L'ACTION

Dans ce cadre, il convient de distinguer les types d'alignement que l'on observe aujourd'hui.

Le premier est l'« alignement dur », qui implique des accords militaires formels, l'adhésion à des stratégies d'endiguement et l'exclusion explicite de concurrents stratégiques. Le second est l'« alignement doux », associé à des conditions telles que la dépendance technologique structurelle, une intégration commerciale concentrée, ainsi qu'une convergence diplomatique

systématique au sein des organismes multilatéraux et des enceintes internationales. La réalité est que, bien que de nombreux pays fassent tout leur possible pour éviter l'alignement dur, l'alignement doux engendre lui aussi des dépendances difficiles à inverser.

Ce que propose le non-alignement actif, c'est d'éviter ces deux modalités, en se concentrant sur la protection et la promotion de l'intérêt national. Toutefois, au-delà de ses principes directeurs, le non-alignement actif doit également être considéré comme une boussole pour l'action diplomatique des pays latino-américains, sur la base des éléments suivants :

- En tant que défense de l'intérêt national et fondement d'une politique étrangère d'État**

Étant une conception non idéologique, mais essentiellement pragmatique, utilisée par des gouvernements progressistes, du centre ou de droite, le non-alignement actif exige une politique étrangère conçue comme une politique d'État, et non de gouvernement. Cela se traduit par des mesures telles que la définition de secteurs stratégiques critiques, le tracé de lignes rouges en matière de souveraineté technologique, et la construction de larges consensus politiques afin d'éviter des oscillations pendulaires dans les orientations internationales, lesquelles affectent la crédibilité et la prévisibilité des pays, éléments qui constituent une part importante de leur capital diplomatique.

- En tant que fondement d'une concertation politique régionale**

L'Amérique latine manque aujourd'hui d'une coordination efficace face à la rivalité entre les grandes puissances. Des entités comme la Communauté des États latino-américains et caraïbes (Celac) ou l'Union des nations sud-américaines (Unasur) ont rencontré des difficultés politiques ces dernières années, empêchant la région de s'exprimer d'une seule voix. Il ne fait toutefois aucun doute que la nécessité d'une forme d'action régionale concertée est plus grande que jamais. Celle-ci permettrait de négocier des accords commerciaux à partir de positions plus solides, de coordonner les politiques face aux sanctions extraterritoriales et de favoriser des chaînes de valeur régionales. Il est évident que la fragmentation affaiblit l'autonomie, tandis que la concertation la renforce.

- En tant que fondement pour la construction d'une alliance en faveur d'un nouveau multilatéralisme**

Avec des coupes budgétaires dépassant 20 %, l'ONU traverse peut-être la plus grave crise budgétaire de son histoire. L'Organisation mondiale du commerce (OMC), quant à elle, se trouve paralysée, incapable de faire avancer les cycles de libéralisation commerciale, et son organe de règlement des différends ne fonctionne pas. Ce ne sont là que deux exemples de la

crise généralisée du multilatéralisme aujourd'hui, précisément à un moment où les défis mondiaux exigent une action coordonnée. Le multilatéralisme a touché le fond, mais il n'existe pas d'alternative à une forme de gouvernance coopérative et à la mise en place de mécanismes de gouvernance mondiale.

Le non-alignement actif peut contribuer à des rapprochements avec des puissances moyennes comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, afin de faire avancer des projets de longue date dont la concrétisation est urgente. Ceux-ci incluent des réformes de l'architecture financière internationale, de nouveaux mécanismes de règlement des différends, et des règles équitables dans la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique. Il ne s'agit pas de construire des entités anti-occidentales ou anti-orientales, mais un multilatéralisme renouvelé qui transcende la logique de blocs.

AUTONOMIE DANS UN MONDE FRAGMENTÉ

Le non-alignement actif n'est ni une construction nostalgique ni une redite mécanique du passé : c'est une stratégie d'adaptation à un monde de rivalités structurelles, d'incertitude normative et d'instrumentalisation croissante des sanctions extraterritoriales pour atteindre des objectifs géopolitiques. Dans un contexte où les grandes puissances recherchent des ralliements automatiques, la défense de l'intérêt national exige de la flexibilité, de la diversification et une capacité de concertation.

Pour l'Amérique latine, le défi ne consiste pas à choisir entre Pékin et Washington, mais à créer les conditions permettant de prendre des décisions souveraines en matière de commerce, de technologie et d'investissements, sans avoir à céder aux pressions de tiers. Le non-alignement actif, conçu comme une approche destinée à assurer l'autonomie stratégique de la région, constitue une boussole pour naviguer dans les eaux difficiles de l'actuelle rupture de l'ordre international, vers un ordre peut-être plus fragmenté, mais plus pluriel et plus pacifique.

Dans ce contexte, on peut espérer qu'une fois la guerre en Ukraine terminée, l'Europe pourra revenir à l'idée d'autonomie stratégique. Elle pourrait alors se rapprocher des pays d'Amérique latine qui mènent une politique internationale fondée sur le non-alignement actif.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.